



12^{ème} réunion du Groupe de travail MENA-OCDE sur
les politiques en faveur des PME et de
l'entrepreneuriat
16-17 novembre 2020, réunion Zoom

Principaux éléments

Vers une reprise inclusive, résiliente et durable : soutenir le secteur de la petite entreprise dans le contexte du COVID-19

La mission du Groupe de travail, qui est co-présidé par la Tunisie et l'Italie, est de susciter entre les partenaires un processus multilatéral de dialogue et d'apprentissage par les pairs, sur des questions relatives à la croissance des PME et à la promotion de l'entrepreneuriat. La réunion de 2020 s'est focalisée sur l'impact de la pandémie de COVID-19 sur les acteurs du secteur de la petite entreprise, et sur les actions qui faciliteraient la reprise et des économies plus durables, résilientes et inclusives dans la période post-crise.

Le Groupe de travail a abordé deux sujets : 1) la crise sanitaire et les mesures prises pour atténuer ses conséquences sur l'emploi, les revenus et les conditions de vie ; 2) les réformes structurelles de plus long terme, afin d'encourager et d'appuyer le secteur de la petite entreprise, et ainsi favoriser la reprise et le développement d'économies plus durables, résilientes et inclusives, en insistant la digitalisation, la promotion de l'entrepreneuriat et l'accès au financement.

Messages clés

Réagir aux répercussions immédiates de la pandémie de COVID-19 sur les acteurs du secteur de la petite entreprise

- La crise sanitaire a bouleversé l'économie mondiale et son principal moteur : les entreprises. Davantage que lors de la crise financière internationale de la dernière décennie, **les PME et les indépendants ont été les plus exposés aux répercussions économiques des mesures de confinement** prises par les gouvernements pour contenir la propagation de la pandémie en raison de leur forte représentation dans les secteurs les plus affectés (le tourisme, le secteur hôtelier, les services aux personnes, etc.). Les PME et les indépendants ont en outre été très affectés par l'incertitude économique et les phénomènes associés tels que la perturbation des chaînes d'approvisionnement, la chute de la demande, une difficulté d'accès au financement, etc. (voir graphique ci-dessous). Les effets du confinement ont été particulièrement dramatiques pour les **travailleurs indépendants, les travailleurs migrants, les femmes entrepreneurs** ainsi que les **travailleurs informels**, qui représentent une part substantielle de l'emploi des secteurs les plus affectés.
- Nous recensons **différents canaux de transmission par lesquels la crise affecte les acteurs du secteur de la petite entreprise**. À très court terme, le principal effet de l'interruption ou de la diminution des activités est le **manque de liquidités** dans la mesure où les entreprises, les entrepreneurs et les indépendants doivent continuer à faire face à leurs obligations (salaires, loyers, taxes, dettes, ou autres dépenses de fonctionnement courant). Les **injections de liquidité ont été le principal vecteur d'intervention politique au cours des mois passés, dans la région MENA comme dans le reste du monde**. Les gouvernements ont rapidement mis en œuvre des mécanismes d'appui aux entreprises et aux travailleurs vulnérables, notamment le report du paiement de diverses taxes, frais et cotisations sociales, et des dispositifs de rééchelonnement des dettes et de garantie de crédits afin de faciliter les prêts.

Les conséquences économiques de la crise sont le résultat d'une combinaison de différents facteurs qui affectent la performance du secteur privé.

MESURES DE CONFINEMENT

Les mesures de confinement et les fermetures des commerces ont forcé de nombreuses entreprises à interrompre leur activité, temporairement ou de manière permanente, avec des conséquences particulièrement lourdes pour les travailleurs informels.



PERTURBATIONS/INTERRUPTION DANS LE TOURISME



Les perturbations du tourisme ont des conséquences particulièrement lourdes dans la région MENA, où le tourisme contribue considérablement à l'emploi et au PIB et concentre un nombre important de PME.

CHUTE DE LA DEMANDE ET DES PRIX DU PETROLE

La chute des prix, estimée à 32% pour 2020 (FMI), affecte l'activité économique, en particulier pour les pays producteurs de pétrole. Les pays importateurs de la région seront également impactés par un déclin des transferts de fonds des travailleurs migrants dans les pays du CCG, et une baisse de la demande d'exportations et des investissements.



PERTURBATIONS DES CHAINES DE VALEUR



La pandémie a mis en lumière les forces et les faiblesses des CVG. 90% des dirigeants d'entreprises de la région considèrent que la perturbation des chaînes d'approvisionnement durant le Covid-19 aura d'importantes répercussions négatives sur les entreprises de la région.

- La crise est toujours en cours, et il est difficile d'évaluer l'efficacité des mesures déployées au cours des derniers mois. Alors que les gouvernements passent progressivement des réponses d'urgence à des mesures d'appui plus structurelles nécessaires à la résilience et à la reprise, **il sera indispensable de cibler les entreprises qui sont viables à long terme, tout en faisant en sorte de ne pas que les PME qui sont encore confrontées à des difficultés de liquidité ne soient pas oubliées.** Au moment où de nouveaux instruments sont mis en œuvre, il sera nécessaire de **surveiller l'utilisation qui est faite par les PME des financements et d'introduire une conditionnalité aux mesures de soutien** pour garantir l'efficacité de l'action du gouvernement.
- Pour avancer dans le soutien à la reprise du secteur de la petite entreprise, les gouvernements et organisations de soutien aux entreprises doivent garder l'esprit plusieurs considérations :
 - **Une communication efficace** est indispensable si l'on veut, d'une part, que les entreprises et les entrepreneurs aient connaissance des mécanismes d'appui fournis par le gouvernement, les associations du secteur privé et les prestataires de services de développement des entreprises et, d'autre part, que ce soutien atteigne réellement ses cibles.
 - **Les réactions politiques devraient être adaptées aux spécificités des PME. Les politiques de proximité sont d'une grande pertinence**, dans la mesure où d'importantes variations existent entre les pays et au sein des pays en ce qui concerne les caractéristiques des PME et start-ups, et le taux d'utilisation des instruments politiques, avec pour conséquence des besoins différenciés.

Évoluer vers des réformes plus structurelles en faveur de la reprise et de la transformation du secteur de la petite entreprise

- Les discussions ont réaffirmé **l'importance de la distinction entre les actions de court et de long termes.** Au-delà de l'atténuation de l'impact de la pandémie sur les entreprises, les participants ont insisté sur la nécessité d'appuyer le secteur de la petite entreprise afin de faciliter **la reprise après la crise, et de construire un nouveau modèle de développement et de compétitivité.** Les entreprises devraient être encouragées à adapter leurs modèles économiques, exploiter les outils numériques et tirer profit des nouvelles opportunités à haut potentiel dans la région (par exemple, des opportunités dans l'économie verte et bleue).
- Aller vers un monde post-Covid-19 exigera de **profondes réformes pour faire face aux problèmes structurels de la région.** Renforcer **l'État de droit et la lutte contre la corruption** sera notamment essentiel pour améliorer l'environnement global des affaires dans la région MENA. Les gouvernements devraient aussi maintenir leurs efforts de **promotion de la concurrence, d'égalisation des conditions**

d'activité des entreprises privées et publiques, d'appui et d'encouragement à la formalisation des entreprises informelles.

- Trois domaines d'intervention interdépendants ont été jugés décisifs pour la reprise économique et une dynamique renouvelée de développement : **la digitalisation, l'accès au financement et l'entrepreneuriat.**
- La crise du Covid-19 a accéléré l'adoption des technologies digitales par les consommateurs et de nombreuses entreprises dans la région ; les gouvernements devraient renforcer les efforts en faveur de la **transformation numérique des entreprises.**
 - Ceci supposera des **investissements dans les infrastructures numériques, les plateformes et les services ainsi que l'amélioration de la sécurité digitale et des dispositifs de protection des données.** De tels investissements devront être bien planifiés, afin d'éviter de créer des fossés numériques qui renforceraient les inégalités socio-économiques dans la région.
 - Si la connectivité numérique est un prérequis indispensable, il est aussi crucial d'informer les entreprises et les entrepreneurs du potentiel que représentent les technologies digitales pour leur développement, et de leur apporter les **compétences numériques** nécessaires pour les exploiter au mieux.
- La crise sanitaire a montré que les **entrepreneurs sont une force sur laquelle s'appuyer et qu'aucune reprise ne pourra avoir lieu sans leur participation.** Ceci suppose d'avoir **des cadres politiques solides en faveur de l'entrepreneuriat et du développement des start-ups.**
 - Renforcer les **compétences nécessaires pour l'entrepreneuriat** est une priorité majeure. Le développement des compétences devrait être une responsabilité conjointe des institutions d'enseignement, du gouvernement et des acteurs privés.
 - Soutenir **les jeunes et les femmes** au travers de programmes de formation et de mentorat permettra **d'élargir le vivier des entrepreneurs.**
 - Les efforts devront aussi viser **la suppression de certaines barrières structurelles à l'entrepreneuriat,** notamment les carences des systèmes de protection sociale et l'accès insuffisant au financement.
 - Créer un environnement favorable à l'innovation permettra aux **entrepreneurs de jouer un rôle clé dans l'accélération de la transition vers une économie numérique, verte et bleue.**
- Favoriser la transformation digitale et l'entrepreneuriat pour contribuer à la reprise exigera un **renforcement de l'accès des PME et entrepreneurs au financement.** Avant même la crise sanitaire, l'accès au financement était un enjeu majeur pour les PME de la région MENA. La pandémie a exacerbé ces difficultés et révélé le besoin de **renforcer et diversifier les sources de financement.**
 - Des actions devraient être engagées pour **améliorer l'accès à l'information sur les sources existantes de financement,** en créant des plateformes de mise en relation entre les start-ups et PME en besoin de financement et les investisseurs, à l'image de l'initiative SEMED soutenue par l'UE dans la région MENA.
 - Des mesures devraient aussi être prises pour **mobiliser les ressources publiques** afin de renforcer le financement des PME, en augmentant par exemple la part des **marchés publics qui leur seraient réservés** (dans le respect de l'intégrité et de l'efficacité des processus de marché public).
 - Bien que la plupart des mesures prises par le gouvernement pour fournir des liquidités pendant la crise se soient appuyées sur les instruments « traditionnels » de financement, le secteur bancaire des pays MENA ne pourra seul faire face aux besoins croissants des petites entreprises en la matière. Des efforts devraient aussi être engagés pour **promouvoir le développement des marchés de capitaux et des sources alternatives de financement** (capital-risque, *crowdfunding*, etc.).
- Le Groupe de travail sur les PME continuera à explorer ces questions dans le contexte du **renouvellement du mandat de l'Initiative MENA-OCDE pour la Compétitivité et le Développement** en 2021-2025. Le nouveau mandat insistera davantage encore sur le développement du secteur privé, l'autonomisation

économique et l'inclusivité comme bases solides pour la reprise. Il soulignera aussi la nécessité de passer du dialogue politique à la mise en œuvre des réformes. Ces enjeux seront abordés lors de la Réunion ministérielle MENA-OCDE organisée dans les premiers mois de l'année 2021, qui représentera un signal fort d'encouragement au processus de réformes structurelles dans la région.

- Dans le cadre de ce nouveau mandat, **le Groupe de travail sur les PME se transformera en une communauté de pratique**. Les praticiens impliqués dans les réseaux du Programme pour la Compétitivité, s'inspirant des nouvelles méthodes de travail expérimentées lors de la crise sanitaire, intensifieront leur coopération afin de promouvoir les normes de l'OCDE et de consolider le travail analytique, notamment au travers de dialogues techniques réguliers sous la forme de webinaires tel que celui-ci.